

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4093

[2003/201550]

2 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon portant exécution du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;

Vu la délibération du Gouvernement du 10 avril 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 35.350/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 mai 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions***Article 1^{er}.** Au sens du présent arrêté, on entend par :1^o "décret" : le décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;2^o "permis" : la permission d'exploiter une minière ou l'autorisation d'exploiter une carrière, complétée, le cas échéant, par un permis de bâtir, le permis d'extraction, le permis d'environnement, le permis unique ou tout permis, toute autorisation, tout enregistrement ou toute permission dont l'obtention était prescrite avant le 1^{er} octobre 2002 pour l'exploitation d'un établissement;3^o "fonctionnaire technique" : l'un des fonctionnaires désignés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.CHAPITRE II. — *De la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières***Art. 2.** La Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières est composée de vingt-quatre membres, soit huit fonctionnaires de la Région wallonne, huit membres représentant les exploitants et huit membres représentant les intérêts divers dont cinq membres représentant les associations de défense de l'environnement, deux membres représentant les intérêts des agriculteurs et un membre représentant l'Union des Villes et Communes belges.Le Gouvernement désigne le président et le vice-président de la Commission parmi les membres visés à l'alinéa 1^{er}.**Art. 3.** Les huit membres représentant la Région wallonne sont désignés par le Gouvernement et comportent :

- a) trois représentants de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- b) deux représentants de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine;
- c) un représentant de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi;
- d) un représentant de la Direction générale des Pouvoirs locaux;
- e) un représentant de la Direction générale de l'Agriculture.

Le Gouvernement désigne un suppléant pour chacun de ces huit membres.

Art. 4. Sur la proposition des associations d'exploitants, le Gouvernement nomme huit membres effectifs et huit membres suppléants représentant les différents intérêts techniques, économiques et géographiques des exploitants de carrières.

Sur la proposition des associations de protection de l'environnement, le Gouvernement nomme cinq membres effectifs et cinq membres suppléants.

Sur la proposition des associations d'agriculteurs, le Gouvernement nomme deux membres effectifs et deux membres suppléants.

Sur la proposition de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, le Gouvernement nomme un membre effectif et un membre suppléant.

Les mandats sont conférés à titre personnel pour une durée de six ans. Ils prennent cours le jour de la notification aux intéressés de l'arrêté portant nomination des membres de la Commission. Les membres peuvent être révoqués par le Gouvernement sur rapport du président de la Commission et après avoir été entendus.

En cas de vacance d'un mandat avant son terme, le Gouvernement procède à la nomination du remplaçant pour l'achèvement du mandat.

Art. 5. La Commission se réunit au moins deux fois par an sur convocation du président ou du ou des Ministres ayant l'Environnement, l'Aménagement du Territoire et l'Urbanisme dans leurs attributions.**Art. 6.** Les membres suppléants assistent de droit aux réunions. Les membres effectifs peuvent à tout moment se faire remplacer par leur suppléant. Dans ce cas, celui-ci a le droit de vote.**Art. 7.** Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.**Art. 8.** Le secrétariat de la Commission est assuré par les services du Conseil économique et social de la Région wallonne.**Art. 9.** La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le ou les Ministres ayant l'Environnement, l'Aménagement du territoire et l'Urbanisme dans leurs attributions.**Art. 10.** La Commission peut constituer en son sein des groupes de travail chargés de préparer l'étude d'une question entrant dans le cadre de sa mission. Elle désigne le membre qui présidera le groupe de travail.**Art. 11.** La Commission et les groupes de travail peuvent faire appel à un ou plusieurs experts. Ceux-ci ont voix consultative.**Art. 12.** Les rapports et avis de la Commission sont transmis au ou aux Ministres ayant l'Environnement, l'Aménagement du Territoire et l'Urbanisme dans leurs attributions.

CHAPITRE III. — *Du droit d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui*

Art. 13. La demande visant à occuper et à exploiter les terres d'autrui conformément à l'article 6 du décret est adressée au fonctionnaire technique, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle comporte les indications et documents suivants :

- 1° les nom, prénom, qualité et domicile du demandeur, ou la raison sociale et le siège s'il s'agit d'une personne morale;
- 2° la copie conforme du permis portant sur les parcelles dont l'occupation est demandée;
- 3° les permis dont le demandeur est titulaire;
- 4° les quantités annuelles présumées à extraire du terrain d'autrui, ainsi que leurs destinations;
- 5° la moyenne des quantités extraites par le demandeur au cours des cinq dernières années;
- 6° un mémoire justifiant la demande d'occupation et d'exploitation du terrain d'autrui;
- 7° un plan de situation à l'échelle de 1/10.000 indiquant les limites des parcelles ayant déjà fait l'objet d'un permis et de la surface exploitée;
- 8° un certificat du conservateur des hypothèques relatif aux terres d'autrui.

Art. 14. Le fonctionnaire technique vérifie si le dossier est conforme aux dispositions de l'article 13.

Dans la négative, le fonctionnaire technique en informe le demandeur, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la réception de la demande. Le demandeur est informé des pièces et renseignements manquants et du fait que la procédure est interrompue jusqu'à ce qu'il les ait adressés au fonctionnaire technique.

Art. 15. Le fonctionnaire technique transmet le dossier ainsi que son rapport concluant au caractère complet du dossier au collège des bourgmestre et échevins qui, dans les dix jours de la réception des ces documents et au plus tard le nonantième jour après l'introduction de la demande, ouvre une enquête publique, d'une durée de trente jours, par l'affichage d'un avis indiquant l'objet de la demande, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête ainsi que la faculté donnée à toute personne intéressée de pouvoir consulter la demande d'autorisation et les plans y annexés pendant la durée de l'enquête à l'administration communale.

Cet avis reste affiché pendant la durée de l'enquête au siège de l'exploitation et aux endroits ordinaires de l'affichage.

Le collège des bourgmestre et échevins donne, dans le délai de dix jours visé à l'alinéa 1^{er}, avis de la demande par écrit individuellement et à domicile, aux propriétaires et principaux occupants des immeubles situés dans un rayon de cent mètres, ainsi qu'aux administrations publiques dont dépend une voie de communication, un cours d'eau, un ouvrage ou un établissement quelconque situé dans le même rayon.

En outre, à l'ouverture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins donne, en même temps, avis de la demande par écrit, individuellement et à domicile, aux propriétaires qui n'ont pas consenti à l'occupation et l'exploitation de leurs terres ainsi qu'aux exploitants d'entreprises similaires à celle du demandeur, situées à moins d'un kilomètre des parcelles faisant l'objet de la demande.

Pendant la durée de l'enquête, un membre du collège des bourgmestre et échevins ou un agent communal, désignés par ledit collège, recueille les observations écrites.

A l'expiration du délai fixé pour l'enquête publique, il tient une séance où sont entendus tous ceux qui le désirent, et à l'issue de laquelle il est dressé un procès-verbal qui clôture l'enquête publique.

Les demandeurs peuvent avoir communication du procès-verbal ainsi que des observations écrites ou verbales formulées au cours de l'enquête.

Art. 16. Dans le délai de 10 jours suivant la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins transmet l'ensemble du dossier au fonctionnaire technique.

Dans le délai de 45 jours suivant la clôture de l'enquête publique, le fonctionnaire technique transmet le dossier au Gouvernement, accompagné de son avis motivé.

Art. 17. Le Gouvernement statue sur la demande dans un délai de cent vingt jours suivant la clôture de l'enquête publique.

L'arrêté est motivé.

Il indique la durée de l'occupation autorisée.

Art. 18. Dans les quinze jours, l'arrêté est notifié par lettre recommandée au demandeur et aux personnes visées à l'article 15, alinéa 4.

Il est transmis, en copie, au fonctionnaire technique, au fonctionnaire délégué et au collège des bourgmestre et échevins, et publié conformément aux prescriptions suivantes :

- 1° une expédition de l'arrêté et de ses annexes est transmise dans les dix jours au fonctionnaire technique, au fonctionnaire délégué et au demandeur;
- 2° l'arrêté est affiché in extenso pendant dix jours à la maison communale et au siège de l'exploitation projetée. Cet affichage s'effectue dans les cinq jours de la décision intervenue;
- 3° un avis peut remplacer l'affichage in extenso. Cet avis signale la décision intervenue, en attirant l'attention du public sur le fait que le texte intégral de l'arrêté et des conditions peut être consulté à l'administration communale;
- 4° la décision est portée à la connaissance des administrations publiques, visées à l'article 15, alinéa 3.

Le délai imparti au titulaire du permis pour commencer ses travaux d'exploitation est suspendu, depuis l'introduction de la demande visée à l'article 14 jusqu'à la notification de l'arrêté du Gouvernement.

Art. 19. Pour l'application de la loi du 26 juillet 1962, relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de déterminer l'indemnité due au propriétaire, on entend par :

- 1° "expropriant" : le bénéficiaire du droit d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui;
- 2° "arrêté royal d'expropriation" : l'arrêté du Gouvernement autorisant une entreprise à occuper et exploiter les terres d'autrui;
- 3° "exproprié" : le propriétaire des terres dont l'occupation et l'exploitation ont été autorisées.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 20. Les demandes visant à occuper et à exploiter les terres d'autrui conformément à l'article 6 du décret introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 21. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 mai 1990 portant exécution du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières est abrogé.

Art. 22. Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 octobre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4093

[2003/201550]

2. OKTOBER 2003 — Erlass der Wallonischen Region zur Durchführung des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 10. April 2003 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 5. Mai 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 35.350/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Nach Beratung,

Beschließt :

KAPITEL I — Definitionen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen :

1° "Dekret": das Dekret vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

2° "Genehmigung": die Genehmigung zum Betrieb eines Erztagebaus oder die Genehmigung zum Betrieb eines Steinbruchs, die unter Umständen durch eine Baugenehmigung, Genehmigungsgenehmigung, Umweltgenehmigung, Globalgenehmigung oder jegliche Genehmigung, Erlaubnis, Registrierung oder Berechtigung ergänzt wird, deren Erhalt vor dem 1. Oktober 2002 für den Betrieb eines Unternehmens vorgeschrieben war;

3° "technischer Beamter": einer der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung bezeichneten Beamten.

KAPITEL II — Begutachtender Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb

Art. 2 - Der begutachtende Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb setzt sich aus vierundzwanzig Mitgliedern zusammen, wovon acht Beamte der Wallonischen Region angehören, acht Mitglieder die Betreiber und acht Mitglieder die verschiedenen Interessen vertreten. Unter den Letzteren vertreten fünf Mitglieder die Umweltschutzvereinigungen, zwei Mitglieder die Interessen der Landwirte und ein Mitglied die "Union des villes et communes belges" (Vereinigung der Städte und Gemeinden Belgiens).

Die Wallonische Regierung bezeichnet den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden des Ausschusses unter den in Absatz 1 erwähnten Mitgliedern.

Art. 3 - Die acht Mitglieder, die die Wallonische Region vertreten, werden von der Regierung bezeichnet und setzen sich folgendermaßen zusammen :

- a) drei Vertreter der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;
- b) zwei Vertreter der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes;
- c) ein Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung;
- d) ein Vertreter der Generaldirektion der Lokalen Behörden;
- e) ein Vertreter der Generaldirektion der Landwirtschaft.

Die Regierung bezeichnet einen Stellvertreter für jedes dieser acht Mitglieder.

Art. 4 - Auf Vorschlag der Betreibervereinigungen ernennt die Regierung acht effektive Mitglieder und acht stellvertretende Mitglieder, die die verschiedenen technischen, wirtschaftlichen und geographischen Interessen der Steinbruchbetreiber vertreten.

Auf Vorschlag der Umweltschutzvereinigungen ernennt die Regierung fünf effektive Mitglieder und fünf stellvertretende Mitglieder.

Auf Vorschlag der Vereinigungen der Landwirte ernennt die Regierung zwei effektive Mitglieder und zwei stellvertretende Mitglieder.

Auf Vorschlag der "Union des villes et communes belges" ernennt die Regierung ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied.

Die Mandate werden ad personam für eine Dauer von sechs Jahren verliehen. Sie laufen ab dem Tag der Zustellung an die betroffenen Personen des Erlasses zur Ernennung der Ausschussmitglieder. Die Mitglieder können einem Bericht des Vorsitzenden des Ausschusses zufolge und nach deren Anhörung von der Regierung abberufen werden.

Falls ein Mandat vor Ablauf seiner Frist frei wird, ernennt die Regierung den Stellvertreter für dessen Vollendung.

Art. 5 - Der Ausschuss tritt mindestens zweimal im Jahr auf Einberufung des Vorsitzenden oder des bzw. der Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Umwelt, die Raumordnung und der Städtebau gehören, zusammen.

Art. 6 - Die stellvertretenden Mitglieder nehmen von Rechts wegen an den Versammlungen teil. Die effektiven Mitglieder können sich jederzeit von ihrem Stellvertreter ersetzen lassen. In diesem Fall ist dieser stimmberechtigt.

Art. 7 - Die Beschlüsse des Ausschusses werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 8 - Das Sekretariat des Ausschusses wird von den Dienststellen des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region übernommen.

Art. 9 - Der Ausschuss verabschiedet seine allgemeine Dienstordnung. Diese wird von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Umwelt, die Raumordnung und der Städtebau gehören, genehmigt.

Art. 10 - Der Ausschuss kann aus seiner Mitte Arbeitsgruppen bilden, die mit der Vorbereitung der Studie einer Angelegenheit beauftragt sind, die in den Rahmen seiner Aufgabe fällt. Er bezeichnet das Mitglied, das den Vorsitz der Arbeitsgruppe führt.

Art. 11 - Der Ausschuss und die Arbeitsgruppen können einen oder mehrere Sachverständige zu Rate ziehen. Diese haben beratende Stimme.

Art. 12 - Die Berichte und Gutachten des Ausschusses werden dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Umwelt, die Raumordnung und der Städtebau gehören, übermittelt.

KAPITEL III — *Recht zur Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke*

Art. 13 - Der Antrag auf die Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke gemäß Artikel 6 des Dekrets wird per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung an den technischen Beamten gerichtet.

Er enthält folgende Angaben und Unterlagen :

1° den Namen, Vornamen, die Eigenschaft und Anschrift des Antragstellers oder den Gesellschaftsnamen und den Gesellschaftssitz, falls es sich um eine juristische Person handelt;

2° die gleichlautende Abschrift der Genehmigung bezüglich der Parzellen, deren Benutzung beantragt wird;

3° die Genehmigungen, von denen der Antragsteller Inhaber ist;

4° die voraussichtlichen Jahresmengen, die aus den fremden Grundstücken gewonnen werden, sowie deren Bestimmungen;

5° den Durchschnitt der von dem Antragsteller im Laufe der letzten fünf Jahre gewonnenen Mengen;

6° ein Memorandum, in dem der Antrag auf die Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke begründet wird;

7° einen Lageplan im Maßstab 1/10.000, in dem die Grenzen der Parzellen, die bereits Gegenstand einer Genehmigung waren, und der bewirtschafteten Fläche angegeben werden;

8° eine Bescheinigung des Hypothekenbeamten bezüglich der fremden Grundstücke.

Art. 14 - Der technische Beamte überprüft, ob die Akte den Bestimmungen von Artikel 13 entspricht.

Falls dies nicht der Fall ist, setzt der technische Beamte den Antragsteller innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Antrags per Einschreiben bei der Post davon in Kenntnis. Dem Antragsteller wird mitgeteilt, welche Unterlagen und Auskünfte fehlen und dass das Verfahren solange unterbrochen wird, bis er diese dem technischen Beamten übermittelt hat.

Art. 15 - Der technische Beamte richtet die Akte, sowie seinen auf die Vollständigkeit der Akte schließenden Bericht an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium, das innerhalb von zehn Tagen ab dem Erhalt dieser Unterlagen und spätestens am neunzigsten Tag nach der Einreichung des Antrags eine öffentliche Untersuchung von einer Dauer von dreißig Tagen einleitet, die durch Anschlag unter Angabe des Antragsgegenstands, der Eröffnungs- und Abschlussdaten der Untersuchung, sowie der Möglichkeit für jede betroffene Person zur Einsichtnahme bei der Gemeindeverwaltung während der Dauer der Untersuchung in den Genehmigungsantrag und in die beigefügten Pläne bekanntgegeben wird.

Diese Anzeige bleibt während der Dauer der Untersuchung beim Betriebssitz und an den gewöhnlichen Anschlagstellen angeschlagen.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium bringt den Eigentümern und den Hauptbewohnern der in einem Umkreis von hundert Metern gelegenen Gebäude, sowie den öffentlichen Verwaltungen, von denen ein Verkehrsweg, ein Wasserlauf, ein Bauwerk oder eine beliebige Einrichtung in demselben Umkreis abhängt, innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist von zehn Tagen und durch persönliches, an den Wohnsitz gesandtes Schreiben den Antrag zur Kenntnis.

Außerdem bringt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu Beginn der Eröffnung der öffentlichen Untersuchung den Eigentümern und Hauptbewohnern der in einem Umkreis von hundert Metern gelegenen Gebäude, die nicht in die Benutzung und Bewirtschaftung ihrer Grundstücke eingewilligt haben, sowie den Betreibern von Unternehmen, die demjenigen des Antragstellers ähneln und weniger als einen Kilometer von den Gegenstand des Antrags bildenden Parzellen entfernt sind, durch persönliches, an den Wohnsitz gesandtes Schreiben den Antrag zur Kenntnis.

Während der Dauer der Untersuchung nimmt ein Mitglied des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums oder ein Gemeindebediensteter, der von besagtem Bürgermeister- und Schöffenkollegium bezeichnet wird, die schriftlichen Bemerkungen entgegen.

Nach Ablauf der für die öffentliche Untersuchung festgelegten Frist hält er eine Sitzung ab, während deren all diejenigen, die es wünschen, angehört werden und nach deren Abschluss ein Protokoll aufgenommen wird, das die öffentliche Untersuchung abschließt.

Die Antragsteller können von dem Protokoll, sowie von den während der Untersuchung schriftlich oder mündlich vorgebrachten Bemerkungen Kenntnis erhalten.

Art. 16 - Innerhalb einer Frist von 10 Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem technischen Beamten die gesamte Akte.

Innerhalb einer Frist von 45 Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermittelt der technische Beamte der Regierung die Akte unter Beifügung seines begründeten Gutachtens.

Art. 17 - Innerhalb einer Frist von hundertzwanzig Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung befindet die Regierung über den Antrag.

Der Erlass wird begründet.

Er gibt die Dauer der zugelassenen Benutzung an.

Art. 18 - Innerhalb von fünfzehn Tagen wird der Erlass dem Antragsteller und den in Artikel 15, Absatz 4 erwähnten Personen zugestellt.

Er wird dem technischen Beamten, dem beauftragten Beamten und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium in der Form einer Abschrift übermittelt und gemäß den folgenden Vorschriften veröffentlicht :

1° innerhalb von zehn Tagen wird dem technischen Beamten, dem beauftragten Beamten und dem Antragsteller eine Ausfertigung des Erlasses und seiner Anlagen übermittelt;

2° der Erlass wird während zehn Tagen in vollem Wortlaut im Gemeindehaus und im Betriebsitz des geplanten Betriebs angeschlagen. Diese Bekanntmachung erfolgt innerhalb von fünf Tagen ab dem gefällten Beschluss.

3° eine Anzeige kann die Bekanntmachung in vollem Wortlaut ersetzen. Diese Anzeige weist auf den gefällten Beschluss hin, indem sie die Öffentlichkeit auf die Tatsache aufmerksam macht, dass der vollständige Text des Erlasses und der Bedingungen bei der Gemeindeverwaltung eingesehen werden kann;

4° der Beschluss wird den in Artikel 15, Absatz 3 erwähnten öffentlichen Verwaltungen übermittelt.

Die dem Genehmigungsinhaber eingeräumte Frist für den Beginn von dessen Betriebsarbeiten wird ab der Einreichung des in Artikel 14 erwähnten Antrags und bis zur Zustellung des Erlasses der Regierung ausgesetzt.

Art. 19 - Zur Anwendung des Gesetzes vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken im Hinblick auf die Festlegung der dem Eigentümer zu zahlenden Entschädigung gelten folgende Definitionen:

1° "Enteigner": der Inhaber des Rechts zur Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke;

2° "Königlicher Enteignungserlass": der Erlass der Regierung, durch den ein Unternehmen berechtigt ist, fremde Grundstücke zu benutzen und bewirtschaften;

3° "Enteigneter": der Eigentümer der Grundstücke, deren Benutzung und Bewirtschaftung genehmigt wird.

KAPITEL IV — *Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 20 - Die auf die Benutzung und Bewirtschaftung fremder Grundstücke gemäß Artikel 6 des Dekrets abzielenden Anträge, die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereicht wurden, werden nach den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln behandelt.

Art. 21 - Der Erlass der wallonischen Regionalexekutive vom 31. Mai 1990 zur Durchführung des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche wird aufgehoben.

Art. 22 - Der Minister der Umwelt, der Raumordnung und des Städtebaus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4093

[2003/201550]

2 OKTOBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 4 juli 2002 op de groeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 4 juli 2002 op de groeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot uitvoering van het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;

Gelet de beraadslaging van de Regering van 10 april 2003 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies nr. 35.350/4 van de Raad van State, gegeven op 5 mei 2003 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet": het decreet van 4 juli 2002 op de groeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2° "vergunning" : de toelating om een open groeve of een groeve te ontginnen, in voorkomend geval vergezeld van een bouwvergunning, de exploitatievergunning, de milieuvergunning, de eenmalige vergunning of elke vergunning, machtiging, registratie of toelating voor de exploitatie van een bedrijf die vóór 1 oktober 2002 verleend moest worden;

3° "technisch ambtenaar" : één van de ambtenaren aangewezen bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

HOOFDSTUK II. — *Gewestelijke adviescommissie voor de ontginning van groeven*

Art. 2. De Gewestelijke adviescommissie voor de ontginning van groeven bestaat uit vierentwintig leden, met name acht ambtenaren van het Waalse Gewest, acht vertegenwoordigers van de exploitanten, acht leden die verschillende belangen vertegenwoordigen, waaronder 5 vertegenwoordigers van de milieuverenigingen, twee vertegenwoordigers van de landbouwers en één vertegenwoordiger van de Vereniging van de Belgische Steden en Gemeenten.

De Regering wijst de voorzitter en de ondervoorzitter van de Commissie aan onder de leden bedoeld in het eerste lid.

Art. 3. De acht leden die het Waalse Gewest vertegenwoordigen, worden door de Regering aangewezen als volgt :

- a) drie vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
- b) twee vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium;
- c) één vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling;
- d) één vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Plaatselijke besturen;
- e) één vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Landbouw.

Voor elk van die acht leden wijst de Regering een plaatsvervanger aan.

Art. 4. Op voorstel van de exploitantenverenigingen benoemt de Regering acht gewone en acht plaatsvervangende leden die de verschillende technische, economische en geografische belangen van de groevenexploitanten vertegenwoordigen.

Op voorstel van de milieuverenigingen benoemt de Regering vijf gewone en vijf plaatsvervangende leden.

Op voorstel van de landbouwersverenigingen benoemt de Regering twee gewone en twee plaatsvervangende leden.

Op voorstel van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van de Waalse steden en gemeenten) benoemt de Regering één gewoon en één plaatsvervangend lid.

De mandaten worden voor zes jaar onder persoonlijke titel opgedragen. Ze beginnen te lopen de dag waarop het besluit tot benoeming van de leden van de Commissie aan de betrokkenen betekend wordt. De leden kunnen op voorstel van de voorzitter van de Commissie door de Regering ontslaan worden nadat ze gehoord zijn. Als een mandaat vóór de verstrijksdatum openvalt, benoemt de Regering de plaatsvervanger om het te voleindigen.

Art. 5. De Commissie vergadert minstens twee keer per jaar na bijeenroeping door de voorzitter of de Minister(s) van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw.

Art. 6. De plaatsvervangende leden wonen de vergaderingen van rechtswege bij. De gewone leden kunnen zich elk ogenblik door hun plaatsvervanger laten vervangen. In dat geval is de plaatsvervanger stemgerechtigd.

Art. 7. De beslissingen van de Commissie worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 8. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de diensten van de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest).

Art. 9. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op. Het reglement wordt goedgekeurd door de Minister(s) van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw.

Art. 10. De Commissie kan in haar midden werkgroepen oprichten die belast worden met de voorbereiding van de behandeling van een vraagstuk in het kader van haar opdrachten. Ze wijst het lid aan dat de werkgroep zal voorzitten.

Art. 11. De Commissie en de werkgroepen kunnen een beroep doen op één of meer deskundigen, die raadgevende stem hebben.

Art. 12. De verslagen en adviezen van de Commissie worden aan de Minister(s) van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw overgemaakt.

HOOFDSTUK III. — *Recht tot bezetting en ontginning van andermans gronden*

Art. 13. De aanvraag tot bezetting en ontginning van andermans gronden overeenkomstig artikel 6 van het decreet wordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de technisch ambtenaar gericht. Ze gaat vergezeld van de volgende gegevens en documenten :

1° de naam, voornaam, hoedanigheid en woonplaats van de aanvrager of de handelsnaam en de zetel als het gaat om een rechtspersoon;

2° het eensluitend afschrift van de vergunning betreffende de percelen waarvoor een bezettingsaanvraag wordt ingediend;

3° de vergunningen waarvan de aanvrager houder is;

4° de vermoedelijke jaarlijkse hoeveelheden die uit andermans terrein moeten worden ontgonnen, alsmede de bestemmingen ervan;

5° het gemiddelde van de gedurende de vijf laatste jaren door de aanvrager ontgonnen hoeveelheden;

6° een geschrift ter rechtvaardiging van de aanvraag tot bezetting en ontginning van andermans terrein;

7° een liggingsplan op een schaal van 1/10.000, met vermelding van de grenzen van de percelen die al het voorwerp hebben uitgemaakt van een vergunning en van de geëxploiteerde oppervlakte;

8° een getuigschrift van de hypotheekbewaarder betreffende andermans gronden.

Art. 14. De technisch ambtenaar gaat na of het dossier aan de bepalingen van artikel 13 voldoet.

Als zulks niet het geval is, verwittigt de technisch ambtenaar de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag. De aanvrager wordt gewezen op de ontbrekende stukken en gegevens, alsook op het feit dat de procedure onderbroken wordt zolang hij ze niet aan de technisch ambtenaar verstrekt heeft.

Art. 15. De technisch ambtenaar maakt het dossier alsmede zijn verslag waarin hij bevestigt dat het dossier volledig is, over aan het college van burgemeester en schepenen dat binnen tien dagen na ontvangst van de documenten en uiterlijk de negentigste dag na de indiening van de aanvraag een openbaar onderzoek van dertig dagen instelt. Daartoe plakt het een bericht aan waarin gewezen wordt op het doel van de aanvraag, de openingsuren en de sluiting van het onderzoek, alsmede op het feit dat de vergunningsaanvraag en de bijgevoegde plannen gedurende het onderzoek ter inzage liggen op het gemeentebestuur.

Dat bericht blijft gedurende het onderzoek aangeplakt op de bedrijfszetel en op de gebruikelijke aanplakplaatsen.

Het college van burgemeester en schepenen geeft de eigenaren en hoofdbewoners van de in een straal van 100 meter gelegen gebouwen binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van tien dagen schriftelijk, individueel en aan huis advies over de aanvraag. Het geeft ook advies aan de openbare besturen waaronder binnen dezelfde straal een verkeersweg, waterloop, werk of bedrijf ressorteert.

Bij de opening van het openbaar onderzoek geeft het college van burgemeester en schepenen bovendien de eigenaren die niet hebben ingestemd met de bezetting en ontginning van hun gronden alsmede de exploitanten van gelijkaardige ondernemingen gevestigd op minder dan één kilometer van de percelen die het voorwerp uitmaken van de aanvraag, schriftelijk, individueel en aan huis advies over de aanvraag.

Gedurende het onderzoek worden de geschreven opmerkingen ingezameld door een lid van het college van burgemeester en schepenen of een gemeentelijk personeelslid aangewezen door het college.

Na afloop van het openbaar onderzoek belegt het college een vergadering waarop iedereen die het wenst, gehoord wordt. Aan het einde van de vergadering worden notulen opgemaakt ter sluiting van het openbaar onderzoek.

De aanvragers kunnen inzage nemen van de notulen en van de geschreven of mondelinge opmerkingen geformuleerd tijdens het openbaar onderzoek.

Art. 16. Het gezamenlijke dossier wordt binnen tien dagen na sluiting van het openbaar onderzoek door het college van burgemeester en schepenen aan de technisch ambtenaar overgemaakt. De technisch ambtenaar maakt het dossier en zijn gemotiveerd advies binnen vijfenveertig dagen na sluiting van het openbaar onderzoek aan de Regering over.

Art. 17. De Regering beslist over de aanvraag binnen een termijn van honderd twintig dagen na sluiting van het openbaar onderzoek. Het besluit is met redenen omkleed. Het vermeldt de duur van de toegelaten bezetting.

Art. 18. Het besluit wordt binnen vijftien dagen bij aangetekend schrijven aan de aanvrager en aan de in artikel 15, vierde lid, bedoelde personen betekend.

Een afschrift ervan wordt overgemaakt aan de technisch ambtenaar, de afgevaardigd ambtenaar en het college van burgemeester en schepenen en bekendgemaakt overeenkomstig de volgende voorschriften :

1° een afschrift van het besluit en van de bijlagen erbij wordt binnen tien dagen overgemaakt aan de technisch ambtenaar, de afgevaardigd ambtenaar en de aanvrager;

2° het besluit wordt gedurende tien dagen in extenso aangeplakt op het gemeentehuis en op de zetel van de geplande exploitatie. Het wordt aangeplakt binnen vijf dagen nadat de beslissing is genomen;

3° een bericht kan de aanplakking in extenso vervangen. Het bericht vermeldt de beslissing en vestigt de aandacht van het publiek op het feit dat de integrale tekst van het besluit en van de voorwaarden ter inzage ligt op het gemeentebestuur;

4° de beslissing wordt medegedeeld aan de openbare besturen bedoeld in artikel 15, derde lid.

De termijn die aan de vergunninghouder wordt toegestaan om zijn exploitatiewerken aan te vatten, wordt geschorst vanaf de indiening van de in artikel 14 bedoelde aanvraag tot de kennisgeving van het besluit van de Regering.

Art. 19. Om de vergoeding van de eigenaar te bepalen overeenkomstig de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, wordt verstaan onder :

1° "onteigenende instantie" : de rechthebbende om andermans gronden te bezetten en te ontginnen;

2° "koninklijk besluit tot onteigening" : het besluit van de Regering waarbij een onderneming machtiging krijgt om andermans gronden te bezetten en te ontginnen;

3° "onteigende persoon" : de eigenaar wiens gronden bezet en ontgonnen mogen worden.

HOOFDSTUK IV. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 20. De vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingediende aanvragen om andermans gronden overeenkomstig artikel 6 van het decreet te mogen bezetten en ontginnen worden behandeld volgens de regels van kracht op de dag van de indiening van de aanvraag.

Art. 21. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 mei 1990 tot uitvoering van het decreet van 27 oktober 1998 op de groeven wordt opgeheven.

Art. 22. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 oktober 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 4094

[C — 2003/31506]

25 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;

Vu la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise, notamment l'article 27, § 3;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, confirmé par la loi du 16 juin 1989, notamment l'article 1^{er}, § 2;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'Incendie et d'aide médicale urgente, notamment l'article 8, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 13 mars 1991 portant coordination des lois du 28 décembre 1984 et du 26 juin 1990 relatives à la suppression et à la restructuration d'organismes d'intérêt public et des services de l'Etat, notamment les articles 9 et 16;

Vu l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 17, alinéa 4, modifié par l'ordonnance du 29 janvier 2001;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 4094

[C — 2003/31506]

25 SEPTEMBER 2003. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op de instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest, inzonderheid op artikel 27, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, bekrachtigd door de wet van 16 juni 1989, inzonderheid op artikel 1, § 2;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, inzonderheid op artikel 8, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 maart 1991 houdende coördinatie van de wetten van 28 december 1984 en van 26 juni 1990 betreffende de afschaffing en de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, inzonderheid op artikelen 9 en 16;

Gelet op de ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 17, vierde lid, gewijzigd bij de ordonnantie van 29 januari 2001;